

## Edito | C'était un 22 mars il y a cinquante ans...

Cinquante ans, il y aura cinquante jeudi que surgissait dans le paysage universitaire, sur le mode libertaire, le mouvement du 22 mars. Né d'une contestation vigoureuse de « l'anti-impérialisme » incarné par la guerre du Vietnam mais, aussi, d'une remise en question de l'autorité au sein du pouvoir universitaire, il allait, d'abord de Nanterre à la Sorbonne, puis au cœur de la cité, dans une logique action-répression implacable plonger le pays dans une crise sociale et politique qui allait ébranler le pouvoir gaulliste. Et souligner, aussi, au-delà des convergences tactiques, l'épuisement idéologique d'une gauche qui ne savait trop comment s'y prendre pour récupérer une situation qui avait des accents révolutionnaires. Songeons au parti communiste que les incertitudes entourant le sort du général inquiétait au nom d'une histoire qui puisait dans les combats de la résistance, mais que le mouvement syndical relayait dans cette grève générale qui allait déboucher sur des conquêtes impensables jusque là ; songeons à la gauche dont François Mitterrand, qui avait quand même écorné la statue du commandeur à la présidentielle de 1965, proposait au plus fort de la crise que l'on fasse appel à Pierre Mendès France. Ce court rappel d'un témoin de l'époque qui ne pourra oublier la ferveur de l'immense manifestation du 13 mai battant le pavé parisien, non plus que la naissance obligée d'une manière de covoiturage avant l'heure pour se rendre au travail, prend une résonance particulière au moment où le parti socialiste tente une manière de résurrection.

Que reste-t-il de ce temps-là qui puisse encore avoir du sens aujourd'hui, sinon inspirer? A l'heure où la société de consommation a façonné un individualisme forcené. Des inégalités ? Certes, et non seulement elles n'ont pas disparu mais elles ont eu tendance à s'accroître avec l'émergence d'une précarité aux formes diverses, par rapport à l'emploi, à la santé notamment . Quand l'INSEE nous apprend que 8,9 millions de nos concitoyens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, nous touchons là à la profondeur d'une misère sociale que nous avons peine à reconnaître, sauf quand elle éclate au grand jour. Est-ce un hasard, en ces jours de mars, si de partout remontent des informations sur l'encombrement des services d'urgence hospitaliers ? Si les personnels d'Ehpad publics se mettent en grève pour réclamer des moyens supplémentaires ? La discrimination par le revenu, ici et là, est à la source de ces nouveaux défis qui secouent la société française; elle rend compte, aussi, de l'imprévoyance de nos responsables politiques, et la gauche récemment au pouvoir doit y prendre toute sa part, au regard des années où notre système éducatif, a à la fois dévalorisé les formations professionnelles indispensables à l'économie - quelques 2 à 300 000 offres d'emplois par an ne pourraient être satisfaites - et laissé des générations d'étudiants prendre le chemin de l'Université, sans une vraie vision de leur avenir.

A vrai dire, ce serait un défi quasiment insurmontable pour le PS que de vouloir renaître sur la matrice existante, avec en héritage cette culture de la synthèse que le nouveau patron du PS, Olivier Faure, connaît bien pour l'avoir vécue, auprès de François Hollande par exemple. Il lui faut d'abord songer à mettre en valeur ses militants et élus de terrain qui sauvent les apparences et prendre le temps de concevoir un projet politique, dont l'Europe ne serait pas absente, ce que le futur premier secrétaire semble vouloir, et ceci en y associant le plus grand nombre, et pas seulement ce qu'il reste de l'appareil d'un parti. Et, surtout, ne pas oublier l'aspiration à dire de ceux qui peuvent témoigner de leur humaine condition. Se nourrir, aussi, de ce qui émane des aspirations d'une génération qui veut produire autrement, s'alimenter différemment, consommer plus frugalement. Donner corps, en quelque sorte, à ce qui ressemblait il y a peu encore à de sympathiques utopies mais auxquelles les dérèglements de la planète donnent désormais une autre dimension. Enfin, entreprendre un pareil chantier dans un contexte politique national de réformes à vive allure qui nécessite, pour le bien de notre démocratie, une opposition construite qui n'épouse pas les corporatismes par principe mais fasse œuvre de mise en perspective et d'éducation populaire.



Joël Aubert

